

ÉDITO

La visite du Président Macron en Chine

Par Maurice Gourdault-Montagne



Maurice Gourdault-Montagne est diplomate de carrière, et a alterné entre de hautes responsabilités à l'étranger et en administration centrale. Il a ainsi été ambassadeur de France au Japon (1998-2002), au Royaume-Uni (2007-2011), en Allemagne (2011-2014), puis en Chine (2014-2017). A Paris, il a été porte-parole du Quai d'Orsay (1991-1993) et directeur adjoint puis directeur du cabinet d'Alain Juppé, lorsque ce dernier était ministre des Affaires étrangères (1993-1995) puis Premier ministre (1995-1997). Il devient ensuite conseiller diplomatique et Sherpa G7/G8 de Jacques Chirac à l'Élysée (2002-2007), et enfin secrétaire général du Quai d'Orsay (2017-2019). À l'issue de sa carrière diplomatique, il intègre le Boston Consulting Group et rejoindra le Groupe Adit et ESL Rivington en tant que Senior Advisor en octobre 2023.

La visite du Président de la République en Chine du 3 au 5 décembre 2025, se situe dans un contexte de confrontations entre grands ensembles où la France a cherché à pousser la notion « d'autonomie stratégique » qu'elle veut développer avec l'Union Européenne. Ce cadre de confrontations a connu ces derniers mois des évolutions généralement défavorables pour les intérêts européens.

D'abord la relation s'est détériorée entre la Chine et l'Union européenne avec un désaccord persistant sur la question des surcapacités chinoises lors du sommet Union Européenne Chine du 24 juillet qui a conduit la présidente de la Commission, Mme von der Leyen, à constater que l'on avait atteint un « point d'inflexion », la Chine demeurant un « rival systémique » tandis que le déficit commercial de l'UE avec la Chine a quadruplé en volume et doublé en valeur depuis 2015 pour atteindre 306 milliards de dollars en 2024.

Ensuite, la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine – qui traduit la rivalité stratégique entre ces deux pays dans la course à la maîtrise des hautes technologies avec ses conséquences stratégiques sur les normes qui s'imposeront aux utilisateurs de ces technologies – connaît, certes, une trêve depuis la rencontre de Busan en Corée du Sud entre Donald Trump et Xi Jinping le 31 octobre, ce qui a permis pour un an de régler la question des approvisionnements des États-Unis en terres rares,

mais aussi de l'Europe. Pourtant rien n'est réglé et la Chine a pris la main.

Enfin la guerre en Ukraine et la recherche d'un accord à travers le plan de paix proposé par les Américains fait l'objet de négociations dans lesquelles les Européens cherchent à être présents tandis que les affrontements sur le terrain se durcissent et que la relation entre la Chine et la Russie s'est continuellement renforcée comme on l'a vu au sommet de l'organisation de la coopération de Shanghai à Tianjin fin août.

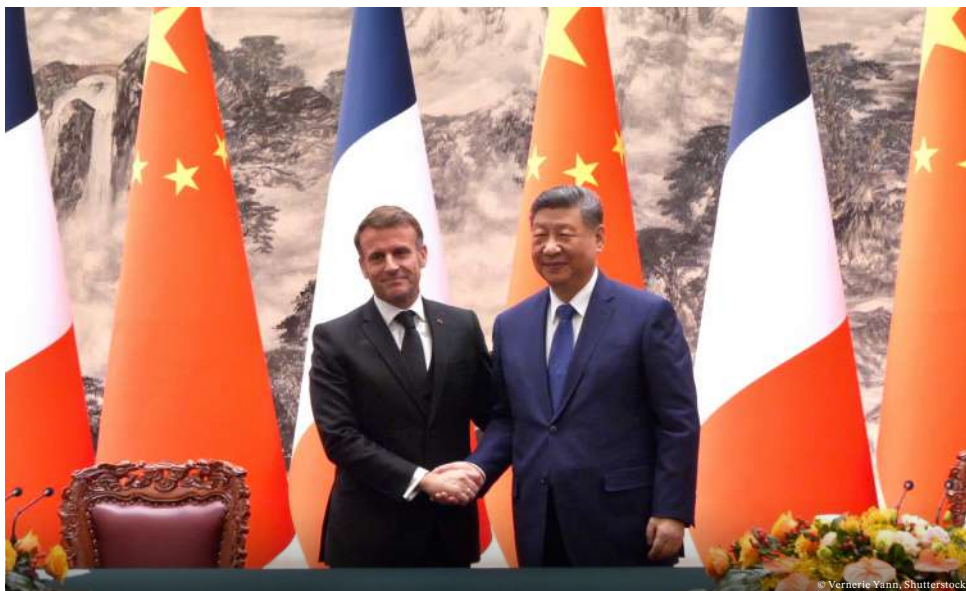
Sur le plan intérieur chinois, la visite du Président français a eu lieu dans un contexte où la Chine mobilise ses moyens depuis la présentation en octobre au 4^e plenum du PCC du projet de 15^e plan quinquennal (2026-2030) qui a, d'une part, renforcé la position du président Xi Jinping et, d'autre part, ciblé les allocations budgétaires des cinq prochaines années sur la science et la technologie, l'industrie manufacturière et une production « de haute qualité » avec un effort continu notamment sur l'intelligence artificielle, l'énergie propre et les biotech.

La Chine est en effet en position de force récoltant désormais les fruits de son programme

« Manufacturing China 2025 » lancé il y a dix ans et qui lui a permis de constituer des champions mondiaux dans tous les domaines des hautes technologies. On sait par ailleurs qu'elle détient 70% des stocks de terres rares tandis qu'elle a 90% des capacités de raffinage. Le 15^e plan sera adopté définitivement en mars 2026 lors de la réunion annuelle des assemblées chinoises. À travers ce plan, la Chine se montre inflexible, compétitive et elle s'impose en se rendant indispensable au reste du monde en tant que leader des technologies les plus pointues.

C'est donc dans ce contexte que le Président de la République a été accueilli en Chine où il a fait l'objet d'attentions particulières qui sont celles réservées à la France du Général De Gaulle. Le Président Xi Jinping a notamment accepté de façon exceptionnelle d'être à ses côtés pour une déclaration à la presse à Pékin et souhaité l'accompagner à Chengdu dans le Sichuan pendant une journée.

Quel bilan tirer de cette visite qui était la 4^e visite d'État d'Emmanuel Macron en Chine ? Une délégation d'une trentaine de hauts responsables de l'économie française accompagnait le Chef de l'État.



Le Président de la République a souhaité d'abord plaider pour une relation économique plus équilibrée avec la Chine sachant que le déficit commercial de la France avec Pékin a doublé en 10 ans pour atteindre près de 50 milliards et a souligné à plusieurs reprises le désir de la France d'une « plus grande autonomie stratégique pour l'Europe ».

Une douzaine d'accords ont été signés qui sont plutôt des orientations que des engagements concrets, que ce soit dans l'énergie avec la promesse de poursuivre la coopération dans le domaine du nucléaire, de la santé, de l'aéronautique où la promesse d'achats d'Airbus ne s'est pas concrétisée. Aucun accord n'a été signé concernant des investissements chinois en Europe.

Le président chinois de son côté, a insisté sur le fait que « les interdépendances ne doivent pas constituer un risque et que les intérêts communs ne représentent pas une menace ». Le contexte des relations commerciales de la Chine avec les États-Unis a manifestement pesé lourdement sur la capacité des Chinois à s'engager vis-à-vis de l'Union européenne ou de la France en particulier.

La politique française vis-à-vis de la Chine continue à se jouer sur plusieurs plans. D'abord rechercher le développement des échanges avec la Chine et amplifier les engagements d'investissement, mais aussi atténuer les risques et multi-

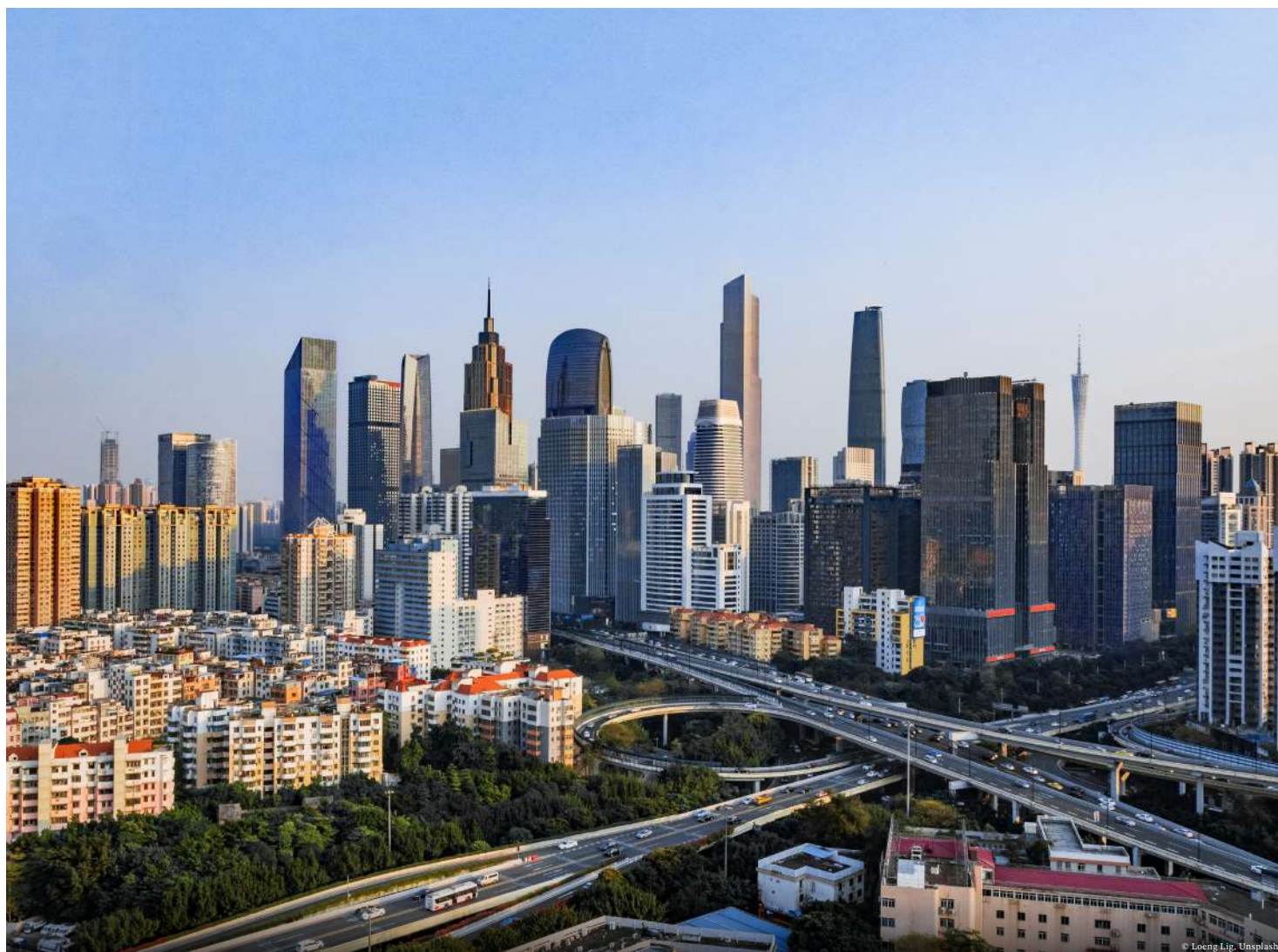
plier les sauvegardes notamment à travers le durcissement des règles européennes concernant le contrôle des investissements et des technologies critiques. Et on a vu par ailleurs que la France a pris des dispositions de fermeté face aux importations chinoises à bas prix et le site Web du détaillant chinois Shein en France a été bloqué et le cas porté devant les tribunaux.

On peut avoir l'impression que la Chine cherche à tirer parti des faiblesses de l'industrie française et européenne. Beaucoup de sujets n'ont pas été abordés publiquement. La question des barrières douanières destinée à faire face à l'importation de voitures électriques subventionnées et la riposte chinoise avec des tarifs visant le cognac et les produits agricoles semble loin d'être complètement résolue. Aucun commentaire public n'a été fait sur la question des terres rares et par ailleurs Taïwan n'a pas non plus été évoqué. Le Président français a encouragé la Chine à stimuler sa consommation intérieure tout en reconnaissant que l'Europe devait gagner en compétitivité. Il a exprimé le souhait d'accroître les investissements directs chinois en France et en Europe.

L'important était certainement que cette visite puisse avoir lieu dans le contexte de confrontation actuelle entre les différents acteurs du monde. Le président Macron a réussi à maintenir une rela-

tion de confiance avec le président chinois ce qui lui permet d'évoquer tous les sujets. L'insistance de la France à vouloir engager la Chine à s'interposer dans le conflit russo-ukrainien s'est avérée une fois de plus inopérante, le président chinois soulignant « le soutien constructif de la Chine à toute solution à la crise ukrainienne » et s'opposant fermement à « toute tentative irresponsable visant à rejeter la faute ou à diffamer quiconque ». La Chine frontalière de la Russie sur plus de 4000km et en cours d'affermissement de ses relations avec Moscou pour son approvisionnement en énergie ne saurait par ailleurs renier son engagement dans le cadre des BRICS, lequel repose essentiellement sur un rejet de l'Occident qu'elle partage avec la Russie.

La Chine est préoccupée en priorité par la stratégie américaine de « containment » et l'intérêt premier de Pékin à recevoir le Président français était sans doute de tirer parti de la capacité d'entraînement de la France au sein de l'Union européenne pour détourner la volonté américaine d'embarquer les Européens dans une croisade anti-chinoise. Cet objectif sera certainement poursuivi avec la visite annoncée du Premier ministre britannique Keir Starmer avant la fin de l'année, puis celle du chancelier allemand Merz au début de 2026 ●



REGARD D'EXPERT

La nouvelle « stratégie de sécurité nationale » de Trump

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor chez ESL Rivington. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique du gouvernement puis, après l'élection d'Emmanuel Macron, envoyé spécial du Président dans le Golfe, grâce à son expertise sur le Moyen-Orient.

Les États-Unis ont publié un document de 33 pages définissant cette nouvelle stratégie de sécurité, qui exprime clairement les priorités du président américain.

L'élément le plus évident est la confirmation d'une approche nationaliste qui conditionne tout aux intérêts des États-Unis. « America First » est le leitmotiv, avec une précision intéressante : « Les affaires des autres pays ne nous concernent que si leurs activités menacent directement nos intérêts ».

« L'élément le plus évident est la confirmation d'une approche nationaliste qui conditionne tout aux intérêts des États-Unis. »

Il est dit par ailleurs que Washington ne recherche pas une domination permanente du monde et s'oppose aux « paris destructeurs du globalisme et du libre échange ». L'objectif de la nouvelle stratégie de sécurité est donc de protéger le pays de menaces diverses et de consacrer la domination économique, financière, militaire, technologique et culturelle des États-Unis.

L'élément nouveau du document est ce qui est appelé le « corollaire Trump à la doctrine Monroe » relatif à la stabilité de l'hémisphère occidental : il affirme la nécessité de contrôler les ressources stratégiques et les voies d'accès dans la zone, mais aussi de renforcer l'influence des États-Unis – notamment économique – en Amérique latine.



Parmi les atouts de Washington, est cité le réseau d'alliances dans les régions les plus stratégiques du monde. Le président Trump s'attribue les mérites d'une politique pragmatique – avoir de bonnes relations avec des pays dont les gouvernements et les sociétés diffèrent des États-Unis – et d'une diplomatie non conventionnelle au service d'« America First », en créant de nouveaux amis par une politique de paix. Il est intéressant de noter que parmi les huit « succès diplomatiques » (relatifs) revendiqués par le président Trump ne figure pas le dossier ukrainien...

Le document souligne que la force est le meilleur *deterrent* et qu'il faut préserver partout la primauté des Nations. Il est précisé que les États-Unis doivent empêcher l'érosion de leur souveraineté par les organisations internationales et par l'émergence d'adversaires dominants. L'Amérique doit aussi être traitée de façon équitable, en n'acceptant plus de payer pour la défense d'autrui et en imposant des tarifs douaniers, afin de réduire les déséquilibres commerciaux et réindustrialiser le pays.

Parmi les autres objectifs de la nouvelle stratégie de sécurité, il y a évidemment la lutte contre l'immigration de masse et la négation du changement climatique, mais aussi la volonté de « s'oppo-

ser aux restrictions des libertés en Europe, dans l'anglosphère et dans le reste du monde démocratique »... Il y a aussi le refus de toute dépendance des États-Unis dans les « composantes vitales » à la défense et à l'économie du pays. Il est par ailleurs précisé que la défense américaine doit prendre en compte le développement des drones et missiles à bas coût. En résumé, il convient de maintenir la prééminence économique et technologique américaine, qui est « le moyen le plus sûr de prévenir un conflit de grande ampleur dans le monde ».

S'agissant des relations des États-Unis avec certaines régions, outre la protection de l'hémisphère occidentale, une mention particulière est réservée à deux zones :

- **L'Indo-Pacifique**, qui est vital pour la liberté de circulation navale dans la région. Il convient donc d'encourager les alliés de la « First Islands Chain » (Japon, Corée, Taïwan, Philippines, Indonésie, Australie) à faire plus pour la défense collective dans la zone afin d'empêcher la Chine de contrôler la mer de Chine du Sud et de modifier le statu quo à Taïwan.
- **L'Europe**, qui est critiquée pour l'insuffisance de ses dépenses militaires, sa stagna-

tion économique, ses régulations «étouffantes», son «effacement civilisationnel» du fait d'une immigration massive, le déficit des naissances et enfin sa censure des oppositions politiques. En y ajoutant la faiblesse de ses gouvernements minoritaires, il est jugé normal que les Européens perdent confiance en eux-mêmes. Mais l'Europe reste vitale, stratégiquement et culturellement, pour les États-Unis. C'est la raison pour laquelle – à propos de l'Ukraine – Washington «entend gérer les relations de l'Europe avec la Russie afin d'éviter un conflit»... Le document souligne par ailleurs que les États-Unis veulent plus ouvrir les marchés européens aux produits américains et qu'ils sont «optimistes sur l'influence grandissante des partis patriotiques»... La tonalité générale vis-à-vis de l'Europe est donc celle d'un mélange de mépris et de paternalisme.

Le Moyen Orient est jugé désormais moins important pour les États-Unis, du fait de la diversification énergétique dans le monde et parce que Washington y a aujourd'hui «la position la plus enviable», en raison de l'affaiblissement de l'Iran et ses proxies, mais aussi de la revitalisation de ses relations avec le Golfe. Cette région deviendra en fait une source croissante d'investissements et d'industries diversifiées (nucléaire, Intelligence Artificielle, technologies de défense) intéressant les États-Unis. Il convient donc de ne pas inciter les pays du Golfe à abandonner leurs traditions et leurs régimes monarchiques.

L'Afrique pour sa part est le parent pauvre de la nouvelle stratégie: elle a droit à trois paragraphes pour indiquer que les États-Unis doivent passer d'une politique d'aide à une relation de commerce et d'investissement.

« Le président Trump s'attribue les mérites d'une politique pragmatique – avoir de bonnes relations avec des pays dont les gouvernements et les sociétés diffèrent des États-Unis – et d'une diplomatie non conventionnelle au service d'« America First », en créant de nouveaux amis par une politique de paix. »

La nouvelle stratégie de sécurité américaine – un document d'une qualité intellectuelle médiocre – a au moins le mérite d'une grande clarté sur la vision du président Trump: les États-Unis doivent conserver leur prééminence globale, la Chine est le principal danger qu'il faut contenir (technologiquement et en mer de Chine du Sud), Washington réaffirme et étend la doctrine Monroe, l'Europe reste un partenaire important mais décadent et qu'il faut gérer dans sa relation avec la Russie, le Moyen Orient est moins important pour les États-Unis mais les pays du Golfe représentent un marché intéressant pour les États-Unis, et l'Afrique est un marché à considérer.

À défaut de définir une véritable stratégie de sécurité, ce texte est en tout cas un avertissement aux partenaires des États-Unis sur les intentions du président Trump ●



© Manoj Kulkarni, Unsplash

REGARD D'EXPERT

Quand l'ultra-fast fashion asiatique met à mal l'industrie textile européenne

Par Bruno Delaye



À la tête de la division Affaires Internationales de l'ADIT depuis sa création en 2014, Bruno Delaye supervise l'ensemble des missions de diplomatie d'affaires et met au service de ses clients 40 ans d'expérience diplomatique. Il débute sa carrière au ministère des Affaires étrangères en 1975 puis rejoint le cabinet du ministre de l'Industrie de 1979 à 1982. Il y a occupé les postes de conseiller pour les affaires internationales et de conseiller diplomatique. Chargé d'affaires en Égypte, il a ensuite été ambassadeur de France au Togo, au Mexique, en Grèce, en Espagne et au Brésil. Il a également occupé les fonctions de Conseiller Afrique du Président de la République et de Directeur Général de la Coopération Internationale et du Développement au ministère des Affaires Étrangères.

Mardi 10 décembre, lors d'une audition au Sénat, il est apparu avec une rare clarté que l'industrie textile française traverse une crise structurelle. L'ultra-fast fashion asiatique, portée par des géants comme Shein, Temu ou Alibaba, inonde le marché européen d'une mode éphémère, dopée par des prix dérisoires et une production insoutenable. Mais ce flux massif de l'Asie vers l'Europe n'est pas qu'un simple phénomène de consommation, il révèle un problème profond et systémique. Le modèle européen traditionnel fondé sur la qualité, la durabilité et la traçabilité est mis sous tension par des chaînes de production mondialisées, opaques et ultra-efficaces. À terme, cela érode les marges, fragilise les entreprises historiques, compromet la qualité des produits, menace des emplois et des compétences, tout en aggravant l'impact environnemental et en accentuant les dérives sociales de la production.

Un raz-de-marée de colis, un dumping économique et écologique

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2024, l'Union européenne a enregistré environ 4,6 milliards de petits colis (inférieurs à 150€) importés directement à des particuliers sur son territoire. En d'autres termes, cela représente 12 millions de colis par jour et 145 colis par seconde. La Chine fait figure de source quasi exclusive de ces flux : la très grande majorité des envois en provient, et entre 91 et 96% sont issus de plateformes asiatiques comme Shein ou Temu.



Ces importations massives créent une forme de dumping économique où les prix pratiqués sont si bas qu'ils ne reflètent ni les coûts réels de production, ni les exigences sociales et environnementales que l'on applique en Europe. Cela crée, in fine, une concurrence déloyale pour les producteurs européens soumis à des normes strictes.

« Ces importations massives créent une forme de dumping économique où les prix pratiqués sont si bas qu'ils ne reflètent ni les coûts réels de production, ni les exigences sociales et environnementales que l'on applique en Europe. »

Les conséquences sont lourdes : surproduction, renouvellement très rapide des vêtements, obsolescence accélérée, produits jetables. Cette dynamique surcharge les filières de collecte et de recyclage, fragilise les acteurs traditionnels et accélère la disparition des savoir-faire. Parallèlement, l'impact environnemental s'aggrave, entre transport aérien massif, utilisation intensive de fibres synthétiques peu durables et accumulation de déchets.

Une perturbation industrielle, sociale et commerciale inquiétante

Lors de l'audition au Sénat ce 10 décembre, les représentants de l'industrie et du commerce présents ont mis en exergue plusieurs risques concrets face à ce modèle. De nombreuses unités industrielles ferment faute de marges suffisantes pour moderniser leurs outils de production, les chaînes de valeur locales s'amenuisent et les marques héritières du « made in Europe » sont remplacées par des importations low cost. Les enseignes européennes se retrouvent contraintes de vendre à prix cassés tout en répondant à des attentes croissantes en matière de durabilité, un équilibre souvent

impossible. Résultat : plus de 250 fabricants de textile, habillement et cuir ont été déclarés en défaut en France en 2024, près de 1400 commerces ont fait faillite (Jennyfer, C&A, etc). Plus largement, entre 2013 et 2024, ce sont 14 000 établissements de la mode et près de 47 000 emplois qui ont disparu selon l'Alliance du Commerce. Dans le même temps, l'enseigne chinoise Shein a ouvert son premier magasin physique au BHV à Paris.

Ces constats mettent en lumière l'érosion du tissu industriel, la perte de qualité et de traçabilité, ainsi que l'affaiblissement du commerce et de l'artisanat textile en France. Bien plus qu'une crise passagère, c'est le refus d'un modèle industriel et social qui se joue.

« Bien plus qu'une crise passagère, c'est le refus d'un modèle industriel et social qui se joue. »

Une réponse législative en marche, entre espoirs et incertitudes

Face à cette pression, les pouvoirs publics passent à l'action. En novembre dernier, l'Assemblée nationale a adopté une taxe de 2€ sur les petits colis d'origine extra-européenne, jusqu'ici exemptés de droits de douane. Début décembre, le Sénat a accéléré la dynamique en décidant de rehausser cette taxe à 5€. Le texte doit encore passer en Commission mixte paritaire pour être adopté. Le cas échéant, la mesure entrera en vigueur dès 2026 et pourrait rapporter plus de 500 millions d'euros.

À l'échelle européenne, les États membres ont également convenu début novembre de supprimer l'exonération des droits de douane pour les colis de faible valeur. Les droits de douane seraient désor-

mais appliqués dès le premier euro. La décision doit encore être validée à l'occasion d'un Conseil ultérieur, probablement demain (le 12 décembre). Par ailleurs, l'Union envisage d'instaurer des frais de gestion de 2€ par colis afin de couvrir la charge administrative générée par le traitement de ces millions de paquets.

Ces décisions marquent une inflexion importante : l'Europe reconnaît enfin la nécessité d'un cadre protecteur pour compenser les désavantages des importations ultra-bon marché. C'est un premier pas pour rétablir une concurrence loyale, protéger l'industrie locale, préserver l'emploi, renforcer la responsabilité sociale et réduire l'impact environnemental, tout en garantissant la sécurité et la traçabilité des produits.

Vers un modèle alternatif et responsable

Mais la régulation seule ne suffira pas. Pour préserver un tissu industriel résilient en Europe, il faut repenser l'approvisionnement et soutenir des modèles économiques alternatifs, à la fois compétitifs, durables et éthiques. En ce sens, protéger l'industrie textile européenne implique de s'éloigner de sa dépendance au modèle asiatique tout en favorisant des filières éthiques, maîtrisées et complémentaires, qui renforcent le tissu local sans l'inonder ni le concurrencer de manière déloyale.

Des initiatives émergent aujourd'hui, notamment en Afrique, qui reposent sur des filières intégrées du champ au vêtement, avec fibres naturelles locales, transformation sur place, respect des normes sociales et environnementales, création d'emplois, le tout en maintenant des prix attractifs. Cette évolution est portée par des investissements publics et privés, des zones industrielles intégrées et une nouvelle génération d'entrepreneurs engagés en faveur du développement durable et de la valorisation des ressources locales.

S'ils sont soutenus politiquement et économiquement, ces partenariats peuvent diversifier les

approvisionnements, réduire la dépendance européenne aux plateformes asiatiques, limiter l'impact carbone lié au transport, et redonner un sens à un modèle textile respectueux. Dans le même temps, cela permettrait de renforcer la relation Europe-Afrique en créant des chaînes de valeur partagées, favorisant un développement industriel mutuellement bénéfique et consolidant une coopération fondée sur la réciprocité plutôt que sur la dépendance.

« Dans le même temps, cela permettrait de renforcer la relation Europe-Afrique en créant des chaînes de valeur partagées, favorisant un développement industriel mutuellement bénéfique et consolidant une coopération fondée sur la réciprocité plutôt que sur la dépendance. »

L'audition du 10 décembre a confirmé ce que nombre d'acteurs dénonçaient depuis des années : l'ultra-fast fashion asiatique menace durablement l'industrie textile européenne. Mais face à ce constat, des solutions concrètes émergent. Pour que le secteur retrouve un équilibre durable, trois axes sont indispensables : renforcer la régulation, encourager l'innovation et la réindustrialisation en Europe, et diversifier les chaînes d'approvisionnement vers des modèles responsables. Si ce pari est relevé, l'industrie textile pourrait renaître, non pas à travers des prix cassés et une course au volume, mais autour de valeurs de qualité et de soutenabilité ●



© Artificial Photography, Unsplash

REGARD D'EXPERTE

Habemus fixed roads: Pope Leo won Lebanese hearts when the establishment could not

Par Gabriella Soriano



Diplômée du Master « Human Rights and Humanitarian Action » de Sciences Po Paris, Gabriella a acquis diverses expériences en communication dans les secteurs privé et associatif. Après un passage chez Keolis et Brunswick Group, elle occupe le poste de Chargée de gestion des dons au sein de l'ONG World Vision France. Elle rejoint Antidox en 2023 en tant que consultante spécialisée sur les enjeux de communication internationale.

When Queen Rania of Jordan met Pope Leo XIV in October 2025 and asked on camera whether it was safe for him to travel to Lebanon for his first apostolic journey abroad, he politely but firmly replied: “Well, we’re going.” The clip of this exchange went viral, spawning stylized *fan edits*¹ of the Pope on TikTok.

And indeed, he went. Triumphantly so, for that matter: from November 30 to December 2, Pope Leo visited Lebanon, where he was welcomed with thunderous applause, cheers and the country’s hospitality on full display.

However, when considering Lebanon’s ornate and elaborate arrangements for this visit, an English idiom comes to mind: all that glitters is not gold. Beyond the official narrative of peace and interreligious dialogue, another discourse emerged among Lebanese people during this papal visit. Many social media users suggested that the sudden infrastructure repairs, the promises of 5G and the availability of fully running electricity may have been intended to project a favorable image of Lebanon to the Pope.

An important question thus arises: did the Lebanese public view the official arrangements for Pope Leo’s visit as the foundation for a meaningful national and spiritual moment, or as a reminder of the absence of essential services?

The Pope’s visit as an expression of collective effervescence

Hailed as exceptional and historic, Pope Leo’s visit to Lebanon can be understood as a collective

ritual action through a Durkheimian lens: a ceremonial event structured around sacred symbols which ushered in a heightened sense of social belonging.

Known as the father of sociology, Émile Durkheim emphasized the social role of religion in sustaining a collective conscience. In Lebanon, a country made up of both Muslim and Christian populations, Pope Leo’s visit attested to this role within the Maronite Catholic population. Appreciated by Muslim communities, including their religious and political leaders, the visit also symbolically highlighted the national emphasis on interreligious coexistence. The recurrent references to Lebanon as “the land of the sacred cedar”, used notably by the Lebanese air force² to welcome the Vatican’s planes on the first day of the visit, also attest to this national imagery.

The Pope’s arrival set in motion the production of sacred collective representations among Maronite Catholics and other Christian communities, as well as national, secular symbols. On his way to the presidential palace, Pope Leo was welcomed by raucous crowds and large groups of Lebanese musicians and dancers performing *Dabke*³, a traditional folk dance. He planted an olive tree⁴ in the presence of Christian and Muslim religious leaders to promote national unity. He also became the first Pope to visit the tomb of Saint Charbel⁵, a Lebanese Maronite hermit venerated for miraculous healings. He also prayed at the site of the Beirut explosion⁶ that claimed the lives of 235 people in 2020, marking a moment of solidarity with the Lebanese people.

The Durkheimian concept of collective effervescence, achieved through the sacred rituals of the Pope’s visit, also extended to social media to a certain degree. Facebook reels of his Mass circulated widely among Lebanese circles, and many users’ comments took the form of ritualistic, religious affirmations such as prayer emojis and the words “Amen” and “Peace of Christ” in Arabic.



Blessed are the peacemakers!

With the Bible verse “Blessed are the peacemakers” constituting the slogan of his visit, Pope Leo made peace his key focus across his speeches, prayers and social media posts. Not to mention that he invoked peace in Lebanese Arabic, English⁷ and

From a Durkheimian perspective, the distinction between the sacred and the profane is therefore challenged when it comes to building social belonging in Lebanon. On the one hand, the sacred, which manifested through religious rituals during the Pope's visit, reinforced social cohesion, particularly among Maronite Catholics who engaged in these practices, as well as Muslims who welcomed the Pope's focus on national unity.

On the other hand, it can be argued that the profane, referring to the mundane aspects of everyday life, also created solidarity among Lebanese people. For example, the viral TikToks above precisely reflect collective engagement with shared socioeconomic frustrations, where users laughed and commiserated over common everyday problems. In this regard, it seems that the collective representations of the profane on social media, meaning videos that emphasize everyday struggles and dysfunctions, echoed some functions of the sacred by allowing users to bond over similar problems.

Durkheim's question of the conditions for social order in society becomes more nuanced when said society is perceived as disorderly. Lebanese people, regardless of their religious iden-

tity, are bound together through their shared experience of these everyday struggles.

Social media commentary in Lebanon around the Pope's visit ultimately shows us one thing: beyond the messages of peace, many posts highlighted everyday socioeconomic problems. The overall tone across the digital realm suggests that what Lebanese people seek is not symbolic relief from a high-profile visit, but rather a consistent focus on essential services all year round ●

Sources :

- ¹ @wkm_2.0 - TikTok
[tiktok.com/@wkm_2.0/video/7562610502606769415?_r=1&_t=ZN-926Vf6QjjsM](https://www.tiktok.com/@wkm_2.0/video/7562610502606769415?_r=1&_t=ZN-926Vf6QjjsM)
- ² Al Jadded - Facebook
facebook.com/reel/4337836529802976
- ³ @eastern.christians - TikTok
www.tiktok.com/@eastern.christians/video/7578620549266476295?_r=1&_t=ZN-926WQoQs5Ja
- ⁴ Al Jadded - Facebook
facebook.com/reel/841804518571344
- ⁵ Pope Leo: A pilgrim at the tomb of St. Charbel
vaticannews.va/en/pope/news/2025-12/pope-leo-a-pilgrim-at-the-tomb-of-st-charbel.html

- ⁶ @abcnews - TikTok
tiktok.com/@abcnews/video/7579193413044571422?_r=1&_t=ZN-926WbVvWEA
- ⁷ @ewtnnews @EWTN - YouTube
youtube.com/shorts/WvSfxnqT750
- ⁸ Léon XIV s'adresse en français aux Libanais ! AleteiaFR, YouTube
youtube.com/watch?app=desktop&v=R7dzjFNvblI
- ⁹ Chafic Habib - Facebook
facebook.com/chafic.habib/posts/pfbid02A387zvhKtifz-KkTpJLeAfHGNRuoZnXCzwwQY6q9WwhMZenfWeo-3ZUz1nW9BvMAeDI
- ¹⁰ Rizk Elias - Facebook
facebook.com/539670295/posts/10173251862155296/?r=1&_t=ZN-926WbVvWEA
- ¹¹ Nawfal Daou - Facebook
facebook.com/622319372/posts/10163347601424373/?r=1&_t=ZN-926WbVvWEA
- ¹² @iamwass - TikTok
tiktok.com/@iamwass/video/7578519549906111752?_r=1&_t=ZN-926c3AGRJTS
- ¹³ @kimo_wa - TikTok
tiktok.com/@kimo_wa/video/7579278518610169105?_r=1&_t=ZN-926c7RU07Vu
- ¹⁴ @samermoumneh - TikTok
tiktok.com/@samermoumneh/video/7579248889698503943?_r=1&_t=ZN-926mobO7fXv



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslriivington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.